



Union for the Mediterranean  
Union pour la Méditerranée  
الاتحاد من أجل المتوسط

# L'UpM depuis l'adoption de la feuille de route 2017

*État des lieux  
et perspectives*



Le Secrétariat de l'UpM  
est cofinancé par  
L'UNION EUROPÉENNE

# Index

Introduction .....	3
Promouvoir la coopération régionale : un forum de dialogue unique en Méditerranée .....	4
1.1 Un dialogue politique renforcé .....	4
1.2 Une approche multipartite .....	6
1.3. Un acteur mondial efficace .....	6
Renforcer la stabilité, le développement et l'intégration dans la région : 5 nouvelles priorités pour l'UpM.....	8
2. 1. Action environnementale et climatique .....	8
2. 2. Développement économique et humain inclusif et durable .....	10
2. 4. Transformation numérique.....	14
2. 5. Protection civile.....	14
2.6. Questions transversales .....	15
Renforcer les résultats sur le terrain pour les citoyens : une capacité d'action consolidée ...	16
3.1. Un engagement plus fort pour un plus grand impact.....	16
3.2. Une action renforcée sur le terrain .....	16
3.3. Une meilleure capacité d'action.....	18
La voie à suivre .....	19
<b>Annex</b> Projets labélisés UpM: contexte et état des lieux .....	20

# Introduction



L'adoption en janvier 2017 de la feuille de route de l'Union pour la Méditerranée (UpM), par les Ministres des Affaires étrangères, a marqué un tournant pour l'institution sur le plan politique et opérationnel. La feuille de route a permis à l'UpM de définir, avec le soutien de la Co-Présidence, une vision stratégique concrète pour la période 2018-2020. L'objectif était de renforcer le cadre de coopération euro-méditerranéenne et de contribuer à un développement durable et inclusif de la région, en accord avec l'Agenda 2030 de l'ONU.

Le cinquième Forum Régional de l'UpM, tenu le 27 novembre 2020 à Barcelone, a coïncidé avec le 25ème anniversaire du Processus de Barcelone. À cette occasion, les Ministres des Affaires étrangères ont de nouveau validé la

feuille de route établie en 2017 comme cadre stratégique de travail pour l'UpM. Ils ont aussi exprimé la nécessité de prioriser pour les années à venir cinq domaines d'action où l'UpM peut jouer un rôle crucial et offrir un avantage comparatif, dans le cadre d'une reprise post-pandémique durable et de la construction de sociétés et d'économies plus résilientes dans la région.

Le présent document, réalisé à la demande de la Co-Présidence lors de la réunion des Hauts Fonctionnaires, qui s'est tenue à Barcelone le 21 octobre 2021, dresse un état des lieux de l'avancement de la feuille de route de l'UpM et met en avant les jalons atteints dans les cinq domaines de priorité décidés par les Ministres en 2020.

# 1 Promouvoir la coopération régionale : un forum de dialogue unique en Méditerranée

## 1.1 Un dialogue politique renforcé

Le dialogue politique régional demeure l'objectif principal des États membres de l'UpM. À travers celui-ci, l'UpM contribue à la création d'un environnement politique propice au renforcement de la paix et de la stabilité dans la région euro-méditerranéenne.

### Au niveau de l'UpM

#### 4 Forums Régionaux annuels

Depuis 2017, que ce soit en termes de participation, de résultats, de régularité ou de cohérence, le Forum Régional de l'UpM, qui rassemble les Ministres des Affaires étrangères des États membres, a gagné en importance.

*Le cinquième Forum Régional de l'UpM/ 25<sup>ème</sup> anniversaire du Processus de Barcelone a connu la plus grande participation depuis 2015, avec notamment des interventions de Sa Majesté le Roi d'Espagne Felipe VI et du Président du Gouvernement espagnol, Pedro Sanchez.*

À ces différentes occasions, et comme le recommandait la feuille de route, des articles co-signés par les Co-Présidents et le Secrétaire général de l'UpM, ainsi que par certains Ministres des États membres de la région ont été publiés dans la presse internationale.

- [Voix de la Méditerranée](#)

- [Pour une nouvelle ère dans la coopération euro-méditerranéenne: Retour sur dix ans d'action de l'UpM](#)
- [25 ans après : quelle suite pour la coopération euro-méditerranéenne ?](#)

#### 9 Conférences ministérielles

Économie bleue ; Emploi ; Énergie ; Environnement et action climatique ; Rôle des femmes dans la société ; Développement urbain durable ; Commerce ; Eau...

La régularité des réunions ministérielles sur des sujets stratégiques et l'adoption d'agendas régionaux communs témoignent de l'engagement croissant des États membres de l'UpM pour un développement inclusif et durable en Méditerranée, ainsi que pour le renforcement de l'intégration régionale.

#### 12 Réunions des Hauts Fonctionnaires

Des réunions rassemblant des Hauts Fonctionnaires de l'UpM ont régulièrement été organisées et se sont poursuivies de manière virtuelle pendant la pandémie de Covid-19. Ces réunions permettent d'aborder les questions de politique et de sécurité dans la région euro-méditerranéenne et visent à renforcer le dialogue sur les principaux défis communs à relever. La communication entre les Hauts fonctionnaires et l'UpM s'est améliorée grâce au lancement, par cette dernière, d'une inter-

face numérique dédiée, à l'organisation de visites régulières des Hauts Fonctionnaires au siège de l'organisation, ainsi que par la diffusion de rapports mensuels du Secrétaire général.

### Au niveau régional

Les défis urgents de la région euro-méditerranéenne sont caractérisés par leur nature transfrontalière et démontrent l'importance de la coopération multilatérale, régionale et sous régionale. Ainsi, l'UpM œuvre à renforcer les synergies et les complémentarités entre les cadres de coopération existants dans la région.

L'écosystème méditerranéen n'est pas limité à l'UpM et inclut d'autres institutions dans le cadre du Processus de Barcelone, parmi lesquelles se trouvent la Fondation Anna Lindh (FAL), l'Assemblée parlementaire de l'UpM ou l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM). L'UpM est en contact constant avec ces organisations. Elle participe chaque année aux réunions de leurs organes de direction et coordonne de manière complémentaire leurs programmes respectifs.

*En 2020, les Ministres de l'UpM ont lancé « la Journée de la Méditerranée », qui est désormais célébrée chaque année le 28 novembre, afin d'offrir plus de visibilité aux initiatives de coopération et*

*aux efforts de coordination des acteurs de la région. La forte dimension culturelle de cette célébration sera notamment l'occasion de renforcer les synergies avec la FAL.*

De plus, l'UpM travaille de manière étroite avec des organisations régionales comme la Ligue des États arabes, l'Union du Maghreb arabe, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, le groupe de Visegrad, le Conseil des États de la mer Baltique et l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (BSEC).

En novembre 2019, elle a accueilli la **Réunion annuelle de coordination des organisations intergouvernementales opérant dans la zone euro-méditerranéenne**, dans le but de garantir la complémentarité du travail et la poursuite des objectifs mutuels, assurant de meilleurs résultats et un plus grand impact.

Outre son engagement régulier et actif dans les réunions ministérielles et techniques du Dialogue 5+5, l'UpM co-organise les forums annuels MedThink 5+5, avec l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) depuis 2016.

L'UpM a soutenu le lancement du Sommet des deux Rives, en organisant un dialogue régional en mai 2019, qui a rassemblé plus de 100 membres de la société civile de la région. Elle a

Voix de la Méditerranée



Pour une nouvelle ère dans la coopération euro-méditerranéenne: Retour sur dix ans d'action de l'UpM



25 ans après : quelle suite pour la coopération euro-méditerranéenne ?



Journée de la Méditerranée



depuis participé au comité de pilotage de l'initiative, soutenu techniquement et financièrement certains des projets retenus et travaille étroitement avec la France à la préparation du prochain Sommet des mondes méditerranéens, prévu début 2022.

## 1.2 Une approche multipartite

Les plateformes de dialogue régionales de l'UpM visent à approfondir le dialogue régional, grâce à une approche multipartite. Elles complètent les processus ministériels pour chaque secteur de la coopération régionale et visent à mieux comprendre les besoins spécifiques des différentes parties prenantes, partager leurs expériences et promouvoir des projets concrets.

### Depuis 2017...

**15+ plateformes de dialogue régionales, impliquant un réseau de plus de 30 000 acteurs à travers plus de 400 forums d'experts**

**Signature de +30 accords de partenariat  
Organisation de +250 événements**

Considérant le rôle crucial joué par **la société civile** dans le lancement et le développement du partenariat euro-méditerranéen, l'UpM accorde une attention particulière à ces acteurs en leur offrant une plateforme pour faire entendre leur voix.

*Un forum virtuel de l'UpM a notamment été tenu, le 25 novembre 2020, pour discuter de l'avenir de la coopération régionale au niveau de la société civile et pour présenter 25 projets réussis, promouvant la coopération euro-méditerranéenne au quotidien. La conférence a enregistré la participation de plus de 1 500 participants.*

Dû à la pandémie de Covid-19, mais aussi dans le but de mobiliser une plus large audience, l'UpM a développé de nouveaux outils en ligne.

*Par exemple, en 2017, les États membres de l'UpM ont lancé la Plateforme des acteurs de l'économie bleue en Méditerranée où des informations actualisées sur les zones marines et côtières sont disponibles et où différentes initiatives et projets peuvent être discutés. Accessible à tous les États membres de la région et administrée par l'UpM, la plateforme fait l'objet d'améliorations continues pour mieux répondre aux attentes de ses utilisateurs. La plateforme contribue à la consolidation de la communauté de l'économie bleue dans le bassin méditerranéen.*

## 1.3. Un acteur mondial efficace

La Méditerranée, au cœur des défis mondiaux, est un terrain propice pour traiter à petite échelle de grands enjeux pressants, dans l'objectif ensuite d'élargir et de reproduire les solutions au niveau mondial.

En tant que Co-Présidence de l'UpM et principal contributeur financier, **l'UE est plus qu'un partenaire**. Elle est pleinement partie prenante aux activités de l'UpM. Les interactions et les synergies avec les institutions de l'UE se sont considérablement consolidées au cours des dernières années. En 2020, l'UpM a été étroitement impliquée dans l'élaboration et le lancement du nouvel agenda de l'UE pour la Méditerranée. Ceci témoigne de la confiance portée par l'UE à l'UpM, tant dans ses capacités de renforcement de coopération régionale, que dans son rôle de plateforme de dialogue pour ses 42 États membres. En outre, la réunion ministérielle UE-Voisinage Sud s'est tenue à la suite du 5<sup>ème</sup> Forum Régional de l'UpM.

*En 2019, la Commission européenne a soumis pour la première fois un projet financé par l'UE à la labellisation de l'UpM, ce qui témoigne de la valeur ajoutée croissante de l'organisation. Depuis, le projet Clima-Med a été reconnu aux niveaux régional et mondial, notamment grâce à l'événement de l'UpM enlors de la COP 25 intitulé « Les étapes concrètes pour réaliser des actions en faveur du climat : de l'initiation des politiques à l'amélioration de l'accès au financement climatique et la mise en œuvre des actions ».*

Depuis l'obtention du statut d'observateur à l'Assemblée générale de l'ONU, en décembre 2015, **la coopération de l'UpM avec les agences des Nations unies et les organisations internationales à vocation euro-méditerranéenne s'est particulièrement renforcée**. Celle-ci permet d'obtenir de meilleures synergies entre les actions internation-

ales et régionales et de mettre en œuvre de façon cohérente les 17 Objectifs de Développement Durable dans la région. L'UpM participe annuellement à l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi qu'aux trois Conventions-cadres des Nations unies sur le changement climatique, la désertification et la biodiversité. Des événements en marge des COP sont régulièrement organisés, mettant en lumière les défis en Méditerranée et coordonnant la contribution de la région à l'échelle mondiale.

*Depuis 2017, l'UpM unit ses efforts avec plusieurs agences des Nations unies (PNUD, CCNUCC, OMS, FAO et UNOSSC), par le biais de protocoles d'accord, qui confèrent à l'institution une force et une validité supplémentaires dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 à l'échelle de la région euro-méditerranéenne.*

## 2 Renforcer la stabilité, le développement et l'intégration dans la région : 5 nouvelles priorités pour l'UpM

### 2.1. Action environnementale et climatique

La région méditerranéenne est une zone critique du changement climatique, où le réchauffement s'opère 20 % plus vite que la moyenne mondiale. Le manque d'informations adéquates, entre autres, retarde le développement de politiques efficaces.

À cet égard, l'UpM soutient depuis 2016 les efforts dédiés à la centralisation des données scientifiques existantes, notamment à travers un rapport élaboré par 100 scientifiques du réseau MedECC (Mediterranean Experts on Climate and Environmental Change). Le rapport constitue la toute première évaluation scientifique complète dans ce domaine au niveau régional. Son lancement a fait l'objet d'une importante couverture médiatique dans les États membres de l'UpM et dans le monde. Le rapport a également été présenté lors du 4ème Forum Régional de l'UpM. En outre, l'Union pour la Méditerranée a signé en octobre 2021 un protocole d'accord avec le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (CEPMET). L'objectif est d'aider les pays de la région euro-méditerranéenne à accéder aux données essentielles dont ils ont besoin pour aborder les défis du changement climatique.

De plus, le Secrétariat général de l'UpM soutient ses États membres dans la mise en œuvre de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) afin de respecter l'Accord de Paris au niveau régional.

Par exemple, en 2020, la Semaine du Climat de l'UpM visait à soutenir la mise en œuvre des CDN de la région à travers un ensemble de sessions dédiées à établir une politique axée sur la science et la finance climat. De même, pendant la COP25 de 2019, l'UpM a co-organisé un événement parallèle en partenariat avec le PNUD pour échanger sur la mise en œuvre des CDN à travers le soutien d'actions transversales, d'adaptation et de mitigation communautaires dans la région.

L'UpM s'efforce également de sensibiliser aux besoins en **finance climat** dans la région.

En 2021, un **guichet unique** a été créé sur le site internet de l'UpM, pour faciliter le partage des informations sur la finance climatique. Il inclut les données, les possibilités de financement liées au climat et les exigences en matière de suivi du climat.

En octobre 2021, l'UpM a connu un consensus historique entre ses membres sur les questions du changement clima-

### 2030 Agenda pour une Méditerranée plus verte



La transition vers une économie verte, circulaire, neutre en carbone et socialement inclusive.



Prévenir et réduire la pollution terrestre, maritime et aérienne.



Protéger et restaurer les ressources naturelles de la région méditerranéenne grâce à une approche écosystémique intégrée.

tique et de la dégradation de l'environnement. La **Déclaration ministérielle de l'UpM sur l'environnement et l'action climatique** fixe un plan d'action ambitieux et complet pour la région, avec l'adoption de l'**agenda « Horizon 2030 : Programme pour une Méditerranée plus verte - Contribuer à la réalisation des ODD environnementaux en Méditerranée »**.

L'UpM a également préparé le terrain pour l'introduction d'un cadre de suivi pour cet Agenda, adapté aux éventuels scénarios postpandémiques. Ce processus a été mené en étroite coordination avec la Co-Présidence de l'UpM, afin de garantir le soutien politique nécessaire. Il s'est également appuyé sur des projets régionaux pertinents pour assurer une collaboration à partir d'une approche ascendante.

En outre, l'UpM assure la coordination avec les autres cadres d'action mondiaux et régionaux, notamment le Plan d'Action pour une Méditerranée exemplaire en 2030 (PAMEX), menée en étroite collaboration avec les autorités françaises. L'Union pour la Méditerranée a participé à son lancement lors du Sommet de l'UICN et une visite de l'équipe du PAMEX a été organisée au siège de l'UpM le 22 octobre 2021.

En vue d'obtenir des résultats efficaces et sur le long-terme, l'UpM a adopté une stratégie globale de développement durable qui aborde également des domaines clés tels que l'eau, l'énergie et le développement urbain.

Depuis 2017, l'Agenda pour l'eau de l'UpM a été lancé pour faciliter la mise en application d'approches de gestion intégrée des ressources en eau, tout en incluant une stratégie visant à encourager le financement des investissements dans le domaine de l'eau dont la région méditerranéenne a cruciallement besoin.

Dans ce cadre, l'UpM organise depuis 2019 des ateliers nationaux sur le financement durable de l'eau. L'objectif est de soutenir la mise en œuvre de la stratégie financière de l'Agenda pour l'eau par les États membres de l'UpM, en l'adaptant aux demandes et aux exigences de chaque pays. En outre, des forums sur la gouvernance et les investissements dans le secteur de l'eau ont été organisés, mettant en évidence, avec les institutions financières internationales, le lien entre la sécurité hydrique et la croissance économique. Avec l'importance croissante des enjeux liés à l'eau et à l'assainissement pendant la pandémie de Covid-19, l'UpM a adapté ses activités pour mobiliser les acteurs méditerranéens sur ces questions.

Les Ministres de l'UpM ont adopté en juin 2021 une nouvelle Déclaration ministérielle en faveur de la sécurité énergétique et d'une transition vers des économies faibles en carbone, qui sera développée en plans d'action concrets par les trois **Plateformes de dialogue régional sur l'Énergie de l'UpM**.

Donner aux acteurs locaux les moyens d'être des agents du changement est une composante essentielle de la tran-

Guichet unique



sition énergétique durable. C'est pour quoi l'UpM a lancé, en 2018, une intense coopération avec les autorités locales sur cette question. L'UpM a notamment collaboré avec le Centre pour l'efficacité énergétique de Copenhague, dans le cadre d'un nouvel exercice impliquant plus de 20 municipalités sur le potentiel d'accélération de la mise en œuvre d'un éclairage public économe en énergie.

De plus, l'UpM a labellisé le projet *Clima-Med*, financé par l'UE, qui a pour objectif de renforcer la sécurité énergétique et la capacité d'adaptation des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, tout en favorisant leur transition vers des économies faibles en carbone et résilientes au niveau climatique. De cette façon, le projet contribue à créer des communautés socio-économiques plus stables, efficaces et compétitives, tout en augmentant l'indépendance énergétique et en réduisant les émissions.

Enfin, une urbanisation durable est essentielle pour faire face au changement climatique. Les villes méditerranéennes ont le potentiel pour jouer un rôle de premier plan dans le développement durable sans sacrifier la croissance économique. Cette conviction anime le **Plan d'action stratégique de développement urbain 2040 de l'UpM et son Plan d'action pour des logements accessibles et durables**, lancé en 2021, après l'adoption de l'Agenda Urbain lors de la 2ème Conférence Ministérielle sur Développement Urbain Durable de l'UpM en 2017.

En réponse à l'explosion dévastatrice du 4 août 2020 dans le port de Beyrouth et en vue de coordonner une réponse régionale, l'UpM a organisé trois réunions informelles avec plus de 60 participants pour faire un premier point sur les dommages. Une évaluation des besoins y a été menée, en tenant compte du patrimoine historique de Beyrouth qui est

un élément clé de l'identité méditerranéenne, afin d'aborder ultérieurement sa reconstruction.

## 2. 2. Développement économique et humain inclusif et durable

En vue d'encourager le développement économique dans la région euro-méditerranéenne, la feuille de route de l'UpM a mandaté l'UpM d'élaborer une étude sur les niveaux d'intégration régionale. En 2021, le premier **Rapport d'étape sur l'intégration régionale** a été lancé en collaboration avec l'OCDE. Il présente les principales conclusions et recommandations politiques dans cinq domaines clés pour la région : le commerce, la finance, les infrastructures, la circulation des personnes, la recherche et l'enseignement supérieur.

Pour donner un suivi concret aux recommandations des Conférences ministérielles organisées par l'UpM, l'institution a tenu en 2018 et 2020 deux réunions ministérielles sur le commerce, ainsi que trois éditions successives de son Forum sur le commerce et l'investissement. En outre, en 2021, l'UpM a organisé sa première conférence sur l'accès des PME au financement et a dispensé une série de formations techniques sur les règles d'origine pour les acteurs locaux en Égypte et en Jordanie. D'autres formations sont prévues pour le Liban et la Palestine.

L'UpM soutient l'intégration commerciale entre les partenaires sud-méditerranéens, dans le cadre notamment de l'Accord d'Agadir. En 2019, l'UpM a mis en place, en coopération avec la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), une formation technique dans le domaine de la politique commerciale pour les États signataires de cet accord.

L'UpM a toujours soutenu la nécessité de faire progresser les efforts dans le domaine de la recherche et de l'innovation (R&I). Depuis 2020, **l'intégration du dialogue euro-méditerranéen sur la R&I dans le cadre de l'UpM** a conduit à l'adoption réussie de trois nouveaux agendas de recherche pour la Méditerranée, sur le changement climatique, la santé et les énergies renouvelables. Une première conférence ministérielle de l'UpM sur la Recherche et l'innovation est en préparation (prévue en 2022).

En 2021, en vue de renforcer le **lien innovation-employabilité en Méditerranée** et avec le soutien de la GIZ, l'UpM a publié un nouveau manuel destiné aux universitaires, aux industriels et aux décideurs politiques. Le manuel est issu de l'analyse de données qualitatives et quantitatives de 35 organisations du pourtour méditerranéen, ainsi que de la cartographie de 146 programmes, initiatives et meilleures pratiques et d'une revue de 1 350 publications. La publication de cet ouvrage a été suivie de formations numériques, notamment en Jordanie et en Tunisie, destinées aux établissements d'enseignement supérieur, aux centres de recherche, aux décideurs politiques, ainsi qu'aux industries. Un forum de suivi de haut niveau sur l'innovation et l'employabilité a également été organisé le 18 novembre 2021.

L'UpM s'engage activement à relever les défis complexes auxquels est confronté le secteur des transports et à développer un réseau d'infrastructures efficace, intégré, interopérable et durable, en vue d'améliorer la connectivité des transports dans la région euro-méditerranéenne.

L'UpM élabore une **nouvelle stratégie sur le transport terrestre et maritime et la connectivité logistique en Médi-**

**terranée**, en étroite collaboration avec la Co-Présidence de l'UpM et les États membres, dans le cadre de la plateforme de dialogue régional sur le transport.

Le deuxième volet pour une croissance inclusive dans la région est le **développement du capital humain**. L'enseignement supérieur est ainsi un objectif stratégique pour l'UpM. L'organisation a notamment lancé un processus de dialogue régional sur **l'internationalisation de l'enseignement supérieur dans la région méditerranéenne**, ainsi qu'une étude sur la question menée par l'Union des Universités de la Méditerranée (UNIMED) dans 10 pays : Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Mauritanie, Maroc, Palestine et Tunisie. L'étude se concentre notamment sur les ressources et les opportunités disponibles aux niveaux national et régional.

En 2019, l'**Université Euro-Méditerranéenne de Fès (UEMF)**, un projet phare de l'UpM, a tenu sa première cérémonie de remise de diplômes de niveau master. Grâce au soutien de l'Union pour la Méditerranée, l'université enregistre une augmentation constante du nombre d'inscriptions en provenance de toute la région. En 2019, l'UEMF a fondé son école d'ingénierie numérique et d'intelligence artificielle, en collaboration avec la plus grande plateforme universitaire d'ingénierie numérique d'Afrique.

**7 000 ÉTUDIANTS de la région euro-méditerranéenne et d'Afrique subsaharienne d'ici 2024**

**650 professeurs, chercheurs, personnel administratif et technique HAUTEMENT QUALIFIÉS**

**80 % DES ÉTUDIANTS participant à des expériences de mobilité à l'étranger**

Compte tenu des niveaux élevés de chômage dans la région, l'UpM travaille également sur la question de la création d'emploi. Son initiative méditerranéenne pour l'emploi (Med4Jobs) ne cesse ainsi d'évoluer. Elle a tenu la deuxième édition de son dialogue entre les parties prenantes de Med4Jobs en 2020. À ce jour, l'initiative compte 13 projets labellisés et bénéficie à environ 100 000 personnes, principalement des femmes et des jeunes.

*En 2019, la Déclaration ministérielle de l'UpM sur l'Emploi a lancé un agenda ambitieux pour la Méditerranée dans ce domaine. En 2021, l'UpM a produit le rapport « Visions et actions pour promouvoir l'emploi au sud de la Méditerranée : Rôle et contribution de l'Union pour la Méditerranée », qui résume l'action de l'UpM dans ce secteur.*

En outre, compte tenu de son action transversale, l'UpM favorise également la création d'emplois par le biais d'autres secteurs, comme l'économie bleue. Dans la 2<sup>ème</sup> Déclaration ministérielle de l'UpM sur l'économie bleue, adoptée en février 2021, les Ministres se sont fermement engagés à promouvoir des politiques et des outils de transformation, tels que les clusters maritimes ou la planification de l'espace maritime. De la même façon, ils se sont engagés à soutenir une transition globale vers des technologies à faibles émissions et une économie bleue circulaire.

*Depuis 2017, l'UpM soutient le projet BlueSkills, qui favorise les opportunités de carrières marines et maritimes, en développant les compétences, en échangeant des connaissances et en valorisant la recherche pour une mer Méditerranée plus durable. En 2021, une formation sur les emplois bleus et les compétences pluridisciplinaires pour les jeunes professionnels et les diplômés a été organisée par l'UpM.*

### 2.3. L'inclusion sociale et l'égalité comme élément clé du développement socio-économique de la région

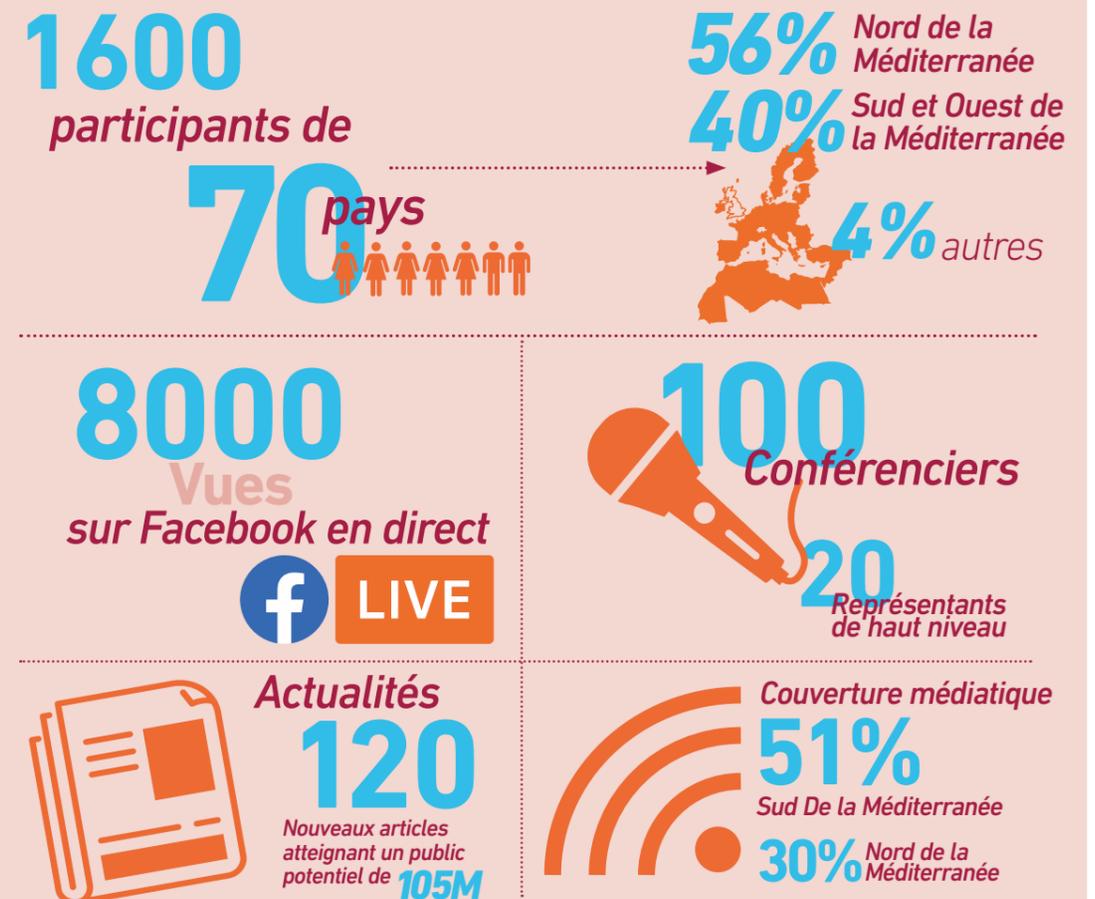
L'UpM a instauré un **agenda euro-méditerranéen sur le renforcement du rôle des femmes dans la société** lors de la Conférence ministérielle du Caire (novembre 2017). Cet agenda vise à accroître le leadership et la participation politique des femmes, à renforcer leur autonomisation économique, à lutter contre toutes formes de violence à l'égard des femmes et des filles et à mettre fin aux stéréotypes de genre.

*En 2020, un mécanisme de suivi inter-gouvernemental, le tout premier de ce type dans la région, a été approuvé par tous les États membres. Il vise à mesurer les efforts déployés pour promouvoir les droits des femmes et à donner aux décideurs politiques les moyens de réagir dans les domaines où les progrès sont trop lents. Un total de 20 indicateurs sont accompagnés d'une sélection d'outils de suivi, en adéquation avec les quatre domaines prioritaires de la déclaration ministérielle du Caire de 2017. Le soutien des États membres en faveur de ce système de suivi témoigne de leur engagement croissant à obtenir des résultats concrets autour d'une situation qui demeure critique.*

*En complément, la **Conférence des femmes de l'UpM** est devenue un rendez-vous de référence dans la région euro-méditerranéenne pour l'échange d'expériences sur l'égalité des genres.*

La région euro-méditerranéenne est l'une des régions les plus jeunes au monde. L'UpM a donc placé la jeunesse au cœur de ses actions. En s'appuyant sur les résultats des activités liées à la jeunesse organisées depuis 2017, l'UpM a travaillé à l'élaboration d'une

## La Conférence Women4Mediterranean en chiffres



**stratégie structurée et coordonnée** dans la région pour 2030. Elle se développe en étroite concertation avec les jeunes, mais aussi les gouvernements, les organisations internationales et les acteurs de la société civile travaillant dans ce domaine.

En 2016, l'UpM a soutenu la création du Réseau des Jeunes Méditerranéens pour le Climat (MYCN), composé de sept associations, dans le but de travailler en partenariat avec eux dans la lutte contre le réchauffement climatique. Le réseau participe en tant qu'observateur au Groupe d'experts de l'UpM sur le changement climatique. En outre, fort de son statut d'observa-

teur, l'UpM a co-organisé des événements en marge des COP 24 et 25 avec le MYCN afin d'accroître leur visibilité au niveau mondial.

Enfin, l'UpM travaille également avec les **populations vulnérables** en se concentrant sur deux fronts : le travail informel et les jeunes en décrochage scolaire.

*En 2019, l'atelier de l'UpM sur l'intégration des entreprises informelles a été organisé pour aborder l'expansion de l'économie informelle, thème récurrent des conférences et webinaires de l'UpM en 2020 et 2021. Les cinq éditions du **Forum de l'UpM consacré au dialogue social** ont amené des progrès dans ces*

domaines, malgré les interruptions des activités d'un grand nombre de secteurs causées par la pandémie.

Depuis 2017, l'UpM soutient activement le déploiement du **réseau Méditerranée Nouvelle Chance (MedNC)** dans les pays de la région. Ce réseau d'« écoles de la deuxième chance » aide les jeunes en décrochage scolaire, qui ne sont pas insérés dans le marché de l'emploi ou la formation (NEET). Le projet est coordonné par l'Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD) depuis 2018. MedNC rassemble un réseau de plus de 26 000 jeunes et 100 centres partenaires dans neuf pays euro-méditerranéens.

## 2.4. Transformation numérique

A l'ère du numérique, le choix de l'intégration des nouvelles technologies dans les systèmes éducatifs n'est plus une option pour les pays en quête d'une croissance intelligente et durable. La Covid-19 n'a fait que souligner la nécessité de catalyser la transition digitale et de préparer la généralisation de l'enseignement et l'apprentissage numérique à tous les niveaux.

La Conférence de l'UpM sur la transformation digitale et les compétences numériques pour l'avenir, qui s'est tenue à Tallinn en 2019, a marqué une étape importante dans l'engagement de l'organisation pour la promotion des nouvelles technologies qui représente un secteur en pleine croissance sur le marché du travail. La conférence s'est appuyée sur l'expérience de l'Estonie, l'une des sociétés numériques les plus avancées au monde.

*Dans la continuité de la conférence, l'UpM a lancé en 2021 une série de trois ateliers sur l'e-gouvernance en Algérie et en Palestine. Menée en partenariat*

*avec la GIZ et le Cluster estonien des TIC, cette série d'ateliers devrait s'étendre à d'autres pays de l'UpM, notamment du Sud et de l'Est de la Méditerranée.*

*De plus, le Forum des femmes d'affaires s'est concentré en 2021 sur la numérisation comme opportunité pour la croissance des entreprises dirigées par des femmes. Il a rassemblé plus de 500 femmes entrepreneures, des organisations régionales de femmes d'affaires, des organisations internationales et des programmes de soutien aux entreprises de la région euro-méditerranéenne. Elles ont bénéficié d'une formation sur la transformation digitale, le commerce électronique et l'innovation sensible au genre, notamment pour les Organisations de Soutien aux Entreprises (OSE) dans les zones rurales.*

## 2.5. Protection civile

Avec un nombre croissant de feux de forêt, d'inondations, de tremblements de terre, de pollution marine, de pandémies et d'autres catastrophes naturelles à travers la zone euro-méditerranéenne, la coopération entre les États membres de l'UpM est une priorité en matière de protection civile. Compte-tenu de ces défis, l'UpM et la Commission européenne ont organisé une **rencontre des Directeurs généraux de la protection civile des États membres de l'UpM** le 11 février 2019, dans le but de travailler sur la préparation d'un plan d'action régional. L'attention s'est portée sur une coopération plus forte concernant la gestion des risques et une résilience accrue, y compris par une collaboration interinstitutionnelle renforcée entre les acteurs politiques, opérationnels et scientifiques.

Dès lors, des groupes de travail ont été établis et se sont réunis avec succès en 2020 et 2021, lançant la discus-

sion sur le **Plan d'action régional** et le **futur programme PPRD Sud** pour la Méditerranée. L'UpM, à travers une assistance technique, a rédigé un Plan d'action reflétant les recommandations et les rapports finaux des 3 groupes de travail.

## 2.6. Questions transversales

L'importance du **tourisme** pour les économies de la région euro-méditerranéenne est évidente. Il est un secteur sensible à la croissance, la création d'emplois, les infrastructures et le dialogue interculturel. La consolidation et le développement d'un secteur touristique durable, lié à d'autres secteurs de l'économie, peut contribuer de manière significative au développement durable de la région.

*Dans cette optique, l'UpM a lancé ses premières activités liées au tourisme en 2018. L'organisation a tenu une réunion de réflexion sur la numérisation des PME du secteur, ainsi que sur la nécessité d'adopter des approches innovantes en matière d'action climatique et d'efficacité énergétique. Cette réunion a permis d'initier les premiers échanges entre experts et acteurs, en vue de bâtir un dialogue régional plus structuré sur*

*les questions liées au tourisme. En 2019, l'UpM a réuni de jeunes entrepreneurs pour discuter de leurs projets et de leurs réussites dans le domaine du tourisme mais aussi de définir le rôle du secteur en tant que catalyseur de création d'emplois, notamment pour les jeunes et les femmes.*

Dans le contexte actuel, le **dialogue interculturel et interreligieux** en Méditerranée est une dimension sous-jacente de toutes les activités de coopération régionale et est primordial pour lutter contre l'extrémisme et toutes les formes de racisme, ainsi que pour bâtir un héritage et des aspirations communes.

*Outre le lancement de la Journée de la Méditerranée, l'UpM a organisé des activités visant à encourager le dialogue interculturel. En 2018, par exemple, l'UpM et la Mairie de Tarragone ont organisé conjointement le **premier Forum des Jeunes pour la Méditerranée** dans le cadre des XVIIIe Jeux méditerranéens. Par ailleurs, en 2021, l'Union pour la Méditerranée a organisé un événement en ligne avec des jeunes de la région, pour aborder la question des **contenus haineux** et les combattre sur les réseaux sociaux.*

# 3 Renforcer les résultats sur le terrain pour les citoyens : une capacité d'action consolidée

## 3.1. Un engagement plus fort pour un plus grand impact

L'UpM a développé une stratégie de financement à long terme qui consiste à établir des partenariats structurés avec les principaux bailleurs de fonds de la région afin de renforcer l'impact de ses actions.

L'UpM a signé un accord financier pluriannuel avec l'**Agence suédoise de coopération internationale pour le développement** (Sida) en février 2017, afin de soutenir les activités de l'organisation pour un développement plus inclusif et durable dans la région. L'accord vise principalement à financer les activités de dialogue régional dans les domaines de l'autonomisation des femmes, de l'énergie, de l'action climatique, de l'environnement, de l'eau et de l'économie bleue. L'UpM et Sida discutent actuellement d'une deuxième phase, dont la portée et l'échelle seront amplifiées.

En 2017, l'UpM a signé une Déclaration commune avec le **Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)** pour accroître l'intégration régionale, soutenir la création d'emplois, en particulier pour les jeunes femmes et hommes et stimuler le commerce au sein de la région méditerranéenne et

au-delà. Pour atteindre ces objectifs, le BMZ appuie l'UpM, par le biais de la **Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)**, avec un projet sur la période 2017-2021. Grâce à ce soutien, les échanges sur l'emploi et le commerce ont été renforcés entre les acteurs gouvernementaux, du secteur privé, et de la société civile dans la région. L'ampleur du projet s'est accrue au cours de sa mise en œuvre.

Un accord a été signé en 2014 avec le **Ministère norvégien des Affaires étrangères** pour financer des projets labellisés par l'UpM dans le domaine de l'égalité des genres. Cet accord a été renouvelé et élargi pour la période 2019-2021, afin de financer des projets mettant l'accent sur l'autonomisation des femmes et des jeunes, ainsi que sur le renforcement de l'égalité des genres, dans plusieurs États membres du Sud de la Méditerranée.

## 3.2. Une action renforcée sur le terrain

Ces dernières années, l'UpM a renforcé ses capacités de soutien et de suivi de l'élaboration et de la mise en œuvre de projets, notamment au niveau technique. L'UpM permet de surmonter les blocages grâce à la mobilisation des gouvernements et des acteurs en faveur de la réussite des projets, facilite l'accès au financement grâce à

un réseau dynamique de bailleurs de fonds et d'institutions financières, et aide à lancer des projets avec le soutien d'experts internes et de partenaires techniques.

À travers l'approbation unanime des États membres, l'UpM attribue un **label** aux projets régionaux qui contribuent aux objectifs de stabilité, de développement et d'intégration régionale et qui offrent des résultats significatifs pour les citoyens de la région euro-méditerranéenne. Les **60 projets labellisés par l'UpM, pour un budget total de 5 milliards d'euros**, bénéficient à plus de **15 millions de personnes**. L'impact indirect est estimé à plus de **100 millions de personnes**. En septembre 2018, une proposition de **réforme du label de l'UpM** a été adoptée par les Hauts Fonctionnaires de l'UpM afin de rationaliser le processus de labellisation (pour une présentation complète du processus de labellisation de l'UpM, voir l'annexe : « Projets labellisés par l'UpM : contexte et état des lieux »).

En 2020, l'UpM a mis en place un **Programme de subventions pour la promotion de l'emploi**, dont l'objectif est d'apporter une réponse régionale à la pandémie de la Covid-19. Le programme soutient des organisations à but non lucratif qui offrent des opportunités aux personnes en difficulté à la suite de la crise économique causée par la pandémie de Covid-19. Ces projets permettent aux personnes de trouver un emploi, de continuer à subvenir à leurs besoins et d'améliorer leurs conditions de travail et de vie.

Le nombre total de bénéficiaires des 4 projets attribués dans le cadre du programme est estimé à 18 000 personnes venant de 7 États membres de l'UpM. Les projets sont les suivants :

**1. SEARCHED** - Renforcer l'emploi et l'entrepreneuriat pour atténuer les effets

de la pandémie de Covid-19  
**2. RISE** - Résilience et Innovation grâce au renforcement de l'entrepreneuriat  
**3. FLOWER** - Favoriser les opportunités du marché local pour l'autonomisation et la résilience des femmes  
**4. MAST** - Alliance méditerranéenne pour le tourisme durable après la pandémie de Covid-19

L'UpM mobilise les gouvernements, les institutions financières et d'autres bailleurs potentiels pour **faciliter le financement** de ses projets labellisés.

Par exemple, en 2018, l'**usine de dessalement de Gaza** a reçu son financement nécessaire (456 millions d'euros) pour être lancée. La construction de ce projet d'infrastructure, le plus grand jamais réalisé dans la région, est dûe notamment au soutien politique et financier des États membres de l'UpM et de la Commission européenne.

La même année, l'UpM a également soutenu l'initiative **Plastic Busters**, dans sa phase de collecte de fonds, accompagnant le promoteur dans la présentation du projet aux fonds européens. L'initiative a reçu 5 millions d'euros du programme européen Interreg Med pour la période 2018-2022.

Ces dernières années, l'UpM a centré son action sur la finance climat et l'investissement à impact durable, en travaillant avec plusieurs partenaires, parmi lesquels figurent le **R20 (Régions pour l'action climatique)** et les banques multilatérales de développement (**BERD, BEI**).

Enfin, l'UpM a également aidé le projet de l'**ONU** « Promouvoir l'autonomisation des femmes pour un développement industriel inclusif et durable dans la région MENA (PWE) », pour financer une initiative pilote grâce à un accord de financement avec la Principauté de Monaco. L'objectif de l'accord, prévu

pour une durée de quatre ans, est de promouvoir le développement de micro, petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes, afin de créer davantage d'opportunités commerciales et d'emplois pour les femmes actives en Tunisie.

### 3.3. Une meilleure capacité d'action

Pour faire face à la croissance exponentielle des activités de l'UpM, l'institution adapte et réforme en permanence sa gouvernance et ses méthodes de travail.

Les États membres ont approuvé, en juillet 2018, une importante série de réformes administratives, dans le but d'améliorer la gouvernance, d'accroître la transparence et de renforcer la capacité de l'UpM à mettre en œuvre des activités concrètes.

À la suite de l'adoption de la politique de lutte contre la fraude et la corruption lors de la réunion des Hauts Fonctionnaires du 17 juillet 2018, un Comité de surveillance de l'UpM, lancé par la Co-Présidence, a soumis son premier mémo en 2021.

Dans le cadre de la mise à jour de la gouvernance et du système de contrôle interne de l'UpM, concernant la répartition des missions entre les acteurs financiers, les Hauts Fonctionnaires de l'UpM ont approuvé la nomination d'un agent comptable lors de leur réunion à Bruxelles en 2019.

Le début de la pandémie de Covid-19 n'a épargné personne et plus d'un an et demi après le début de la crise, la vie normale n'a toujours pas repris pour une majorité de citoyens. Plateforme de dialogue régional, habituée à rassembler divers acteurs et opinions, l'UpM n'a pas fait exception.

Cependant, l'institution a continué à assumer ses responsabilités en soutenant la reprise post-Covid19. Par nécessité, son mode opératoire habituel a été adapté. Parmi les changements, on peut citer les événements en ligne de toutes sortes, qui sont devenus des espaces virtuels de débat et de décision. L'engagement de l'UpM à veiller à ce que les personnes les plus exposées ne soient pas laissées pour compte a ainsi pu être maintenu de façon prioritaire.

Une **page web** dédiée aux activités de l'UpM et aux efforts liés à la Covid-19 a été élaborée afin que les partenaires et les acteurs restent informés des initiatives euro-méditerranéennes qui permettent de lutter contre cette crise sans précédent. Grâce à ces efforts et ces activités en ligne, l'institution a pu atteindre de nouvelles personnes, qui n'auraient pas participé autrement.

## La voie à suivre



L'année 2020 a marqué une étape importante dans la coopération et le dialogue euro-méditerranéen, avec le 5ème Forum Régional et le 25ème anniversaire du Partenariat euro-méditerranéen, également connu sous le nom de Processus de Barcelone.

Renforcé par l'engagement renouvelé de ses États membres à cette occasion et par l'actualisation de son mandat pour les années à venir, l'UpM s'efforcera de contribuer à la reprise post-Covid-19 dans toute la région euro-méditerranéenne, en s'appuyant sur la diversité et les ressources inhérentes à la zone.

Les cinq priorités fixées en 2020 ont été mises en place, toujours en accord avec le cadre d'action plus large de la Feu-

ille de route de 2017. L'UpM s'appuiera notamment sur les déclarations récemment adoptées dans les domaines de l'emploi et du travail, de l'énergie, de l'économie bleue, de l'environnement et du changement climatique ce qui ouvrira la voie à des stratégies régionales actualisées dans les domaines de l'autonomisation des femmes, du développement urbain, des transports et de la protection civile.

En outre, l'UpM s'efforcera de renforcer son action dans les domaines où ses capacités ont été limitées jusqu'à présent, à savoir les questions intersectorielles, telles que le tourisme ou la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme, en consolidant davantage ses capacités d'action.

Pour plus d'informations sur les activités de l'Union pour la Méditerranée depuis 2017 :



UfM Annual Report  
2017



UfM Annual Report  
2018



UfM Annual Report  
2019



UfM Annual Report  
2020

## Annex Projets labélisés UpM: contexte et état des lieux

**Dans la feuille de route 2017 de l'UpM, les Ministres ont confirmé que « le concept de labélisation » est « au cœur des activités du Secrétariat » et que « la nature du label, notamment sa valeur ajoutée, revêt un caractère très important ».**

Comme le reconnaît la feuille de route 2017, le label de l'UpM est un outil essentiel qui permet de concrétiser les priorités adoptées au niveau politique et définies au sein des plateformes de dialogues régionales de l'UpM, ainsi que de soutenir des projets concrets qui aboutissent à des résultats positifs sur le terrain.

**Le label fournit un levier et une visibilité politiques grâce à l'engagement politique des 42 Etats membres. Il traduit en outre la reconnaissance au plus haut niveau et assure une visibilité régionale.**

Il convient de rappeler que la Déclaration de Paris de 2008 a donné mandat initial à l'UpM de travailler sur « des projets, tenant compte de leur caractère régional, sous-régional et transnational ainsi que de leur taille, de leur pertinence et de leur intérêt pour les parties concernées, conformément à la portée et aux principaux objectifs de l'initiative ». Les lignes directrices pour les projets, adoptées par les Hauts Fonctionnaires de l'UpM en avril 2011, constituent le document de référence. Grâce à leur caractère général, elles ont permis

d'envisager un très large éventail de projets.

Celles-ci ont ensuite été opérationnalisées dans le manuel interne de projet du **Secrétariat général de l'UpM**, qui traite de manière très détaillée des procédures couvrant l'ensemble des questions, allant de la proposition de projet à sa présentation, en passant par la labélisation et le suivi.

Comme décrit dans les documents de référence ci-dessus, le label est formellement adopté par les Hauts Fonctionnaires à l'issue d'une procédure préparatoire élaborée, tandis que c'est le **Secrétariat général de l'UpM** qui est responsable de la préparation de la présentation des projets sur la base de propositions faites au préalable par les promoteurs de projets. L'évaluation et la sélection de projets soumis au label sont menées au sein du **Secrétariat général de l'UpM** avec la participation d'experts de haut niveau issus des six divisions sectorielles.

Conformément à la feuille de route de l'UpM, **une réflexion sur la nature, le processus et la valeur ajoutée du label a été mandatée par les Ministres des Affaires étrangères**. Le Secrétariat général de l'UpM a soutenu cette réflexion en lançant un audit externe pour fournir une évaluation du processus actuel de labélisation de l'UpM, ainsi que des options, des scénarios et des recommandations possibles pour opérer des améliorations. Un document a ainsi été publié,

contenant des recommandations pour améliorer le processus de labélisation qui ont été adoptées par les Hauts Fonctionnaires en octobre 2018.

Depuis l'adoption des recommandations, le Secrétariat général de l'UpM a veillé à l'application effective de la décision prise par les Etats membres à cet égard et a adapté sa méthode de traitement des projets en conséquence, notamment en :

1. Encourageant la discussion sur les au sein des plateformes de dialogue régional de l'UpM, afin de susciter l'intérêt et de recevoir un retour d'information et un soutien de la part de tous les Etats membres, de promouvoir la complémentarité et d'éviter toute duplication avec des projets en cours dans la région.
2. Soutenant, lorsque cela est nécessaire, la labélisation d'« initiatives » ou « programmes », qui viseraient par définition à promouvoir une approche régionale commune et à couvrir le plus grand nombre possible de pays de la région, même si les projets peuvent rester nationaux. Cela aurait l'avantage supplémentaire de favoriser une approche plus harmonisée et systématique au sein d'un secteur déterminé dans la région.

La révision de la labélisation prévoit également que « dans le cadre d'un suivi amélioré des projets, tous les projets labélisés doivent être réévalués tous les trois ans afin de permettre aux Hauts Fonctionnaires de déterminer si le label doit être maintenu ou abandonné ». A cette fin, le Secrétariat général de l'UpM a défini une procédure précise..

**Les projets labélisés couvrent les six secteurs d'action de l'UpM et sont très divers en termes de nature, taille ou de maturité.** Une distinction majeure est faite entre les projets impliquant des montants importants d'investissements en matière de capital à long terme, notamment dans les infrastructures, et les projets à faible coût, axés sur la formation, le renforcement des capacités et la mise en réseau.

Depuis sa création, 65 projets ont été labélisés, dont :

14

achevés  
avec succès

46

en cours de  
mise en œuvre

5

dont le label  
a été retiré

Ainsi, à ce jour, le nombre de projets labélisés est de **60**, représentant un budget total de 5 milliards d'euros.

Les projets labélisés sont identifiés en fonction des priorités régionales, selon deux thématiques stratégiques : le développement humain et le développement durable.

**Développement humain :**  
**33 projets**

*Développement économique et emploi : 11*  
*Affaires sociales et civiles : 10*  
*Enseignement supérieur et recherche : 11*

**Développement durable :**  
**27 projets**

*Environnement, eau et économie bleue : 14*  
*Transport et développement urbain : 9*  
*Énergie et action climat : 4*

*Domaines transversaux : 1*

Au regard de la diversité des thématiques couvertes et de leur impact dans la région, voici quelques exemples de projets labélisés qui peuvent être mis en évidence :

—Le projet de dessalement d'eau de la bande de Gaza est une initiative historique labélisée lors du lancement de l'UpM et composée de trois projets : la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer de 55 millions de mètres cubes, qui sera portée à 100 millions de mètres cubes ; un système de transport Nord-Sud ; et un projet de réduction de l'eau non potable .

Le projet contribuera à combler le déficit en eau d'une population de plus de 2 millions de personnes. Il fait en effet partie d'un programme palestinien plus large, qui vise à faire face à la crise de l'eau dans la bande de Gaza où 95% de l'eau est non potable en raison du pompage de l'aquifère côtier, seule source d'eau disponible. En outre, il



Installations de dessalement de Gaza.

contribuera également à réduire la pollution en Méditerranée, en empêchant l'effondrement de l'aquifère côtier, et à soutenir la stabilité politique dans la région en s'attaquant à la pénurie d'eau. La création de cette installation de dessalement et de ce système de distribution favorisera la création d'emplois et le développement économique durable dans cette zone très peuplée.

Le 20 mars 2018, la Commission européenne a organisé à Bruxelles, en partenariat avec l'UpM, la Conférence de haut niveau des bailleurs pour le soutien du projet de dessalement de la bande de Gaza. La Conférence a connu un grand succès puisque les promesses de dons représentaient plus de 80 % du financement nécessaire au projet.

L'Espagne s'est engagée à verser 1 million d'euros pour la construction du projet de dessalement en 2020. Ce dernier est en cours de conception et de préparation, notamment avec la rédaction des documents d'appel d'offres, tandis que la composante dirigée par la Banque mondiale concernant le transporteur d'eau Nord-Sud est en cours de construction. L'AFD (Agence

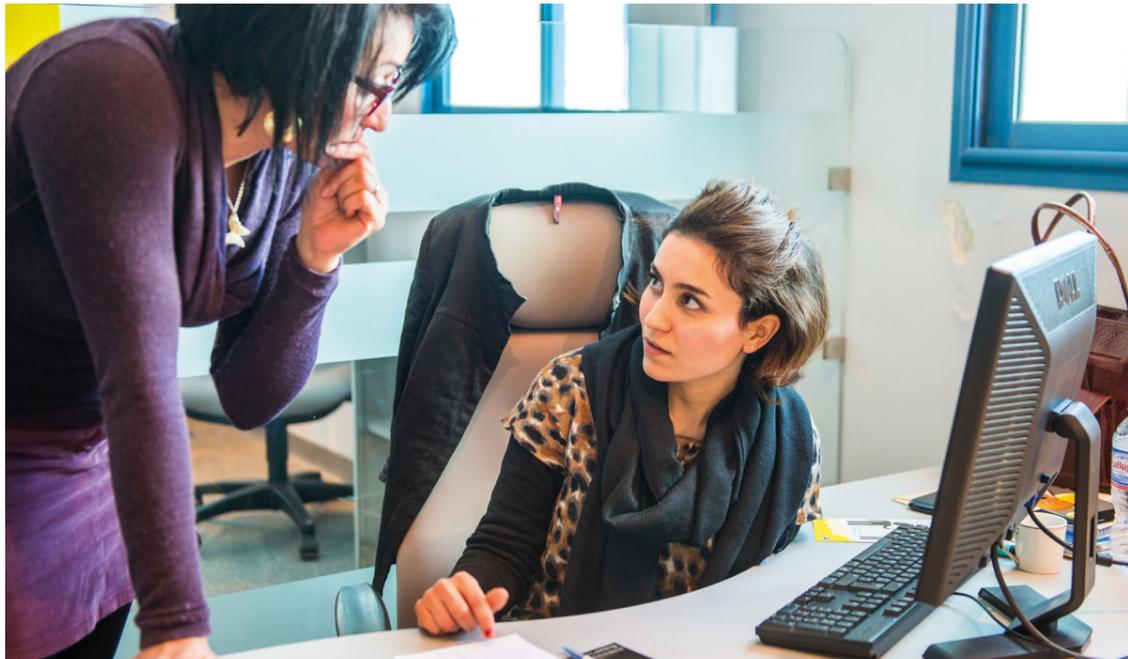
française de développement) a signé un accord par lequel 35 millions d'euros seront versés au fonds pour l'environnement mondial pour soutenir les activités vertes liées au dessalement ainsi qu'au traitement des eaux usées de Gaza. La contribution allemande s'établit à environ 52 millions d'euros.

—Le projet **High Opportunity for Mediterranean Executive Recruitment (HOMERe)** s'adresse principalement aux étudiants très performants durant leur dernière année d'études, dans le but de faciliter leur passage d'un environnement universitaire au monde du travail.

Dans la région Afrique du Nord/Moyen-Orient, de manière contre-intuitive, le chômage des jeunes s'accroît souvent à mesure que le niveau d'éducation augmente, c'est-à-dire que les diplômés hautement qualifiés ont du mal à trouver du travail. Malgré leur solide formation académique, les diplômés n'ont souvent pas les compétences générales requises par les employeurs, telles que le travail d'équipe, la résolution de problèmes et le leadership.

Rencontre HOMERe à Rabat, 2018.





*CEED GROW is helping women overcome the traditional obstacles they are faced with by offering business and financial management training.*

HOMERe utilise les stages de mobilité comme un outil pour lutter contre ce déficit de compétences. Grâce à son réseau d'institutions académiques, le projet vise à attirer des entreprises transnationales privées opérant dans la région méditerranéenne à la recherche d'employés hautement qualifiés. Le programme fournit une aide à l'identification, à la préparation et au tutorat d'étudiants, tandis que les entreprises d'accueil s'engagent à allouer un tuteur à leurs stagiaires et à leur verser une allocation mensuelle. Les stages durent en moyenne 6 mois.

Mis en œuvre dans 9 pays, grâce à un réseau de 100 universités, le projet a déjà bénéficié à plus de 500 étudiants (47% de femmes) participant à des stages internationaux dans la région méditerranéenne (Sud-Nord, Sud-Sud et Nord-Sud).

—L'objectif du projet "**CEED GROW: Croissance et mise à l'échelle des petites et moyennes entreprises**" est d'améliorer les compétences en leader-

ship, en gestion et en entrepreneuriat des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes. Il vise également à réduire l'écart relatif de capital humain et d'augmenter le nombre de femmes entrepreneures et gestionnaires qui possèdent/gèrent des PME et des entreprises en expansion, afin d'accroître le nombre d'emplois créés qui contribuent aux économies nationales de la région.

Avec le modèle transfrontalier de CEED, le promoteur du projet s'est engagé à offrir la possibilité aux entrepreneurs en **Tunisie** et au **Maroc** de mettre en réseau des entrepreneurs dans différents pays afin de favoriser l'échange d'expertise. Le but est d'apprendre davantage sur les différents moyens de surmonter les défis, tout en découvrant diverses opportunités d'affaires à l'échelle internationale.

En décembre 2020, avec un budget de 180 000 euros, les objectifs suivants ont été atteints:

1. Identifier et former 127 bénéficiaires
2. Identifier et former les tuteurs per-

mettant de mettre en place 54 tutorats

3. Faciliter 530 heures de tutorat par pays
4. Organiser deux événements de réseautage par pays

En termes d'impact, il convient de souligner qu'au **Maroc, un total de 119 nouveaux emplois ont été créés au cours de la mise en œuvre du programme (83 hommes et 36 femmes ont été recrutés au cours de cette période de référence)**. Le programme s'est avéré efficace pour aider les participants à atteindre leurs objectifs de revenus (au 15 juin 2020 de 377 000 MAD soit 34 683 €) et leur permettre de survivre et de surmonter la crise pandémique.

**Les revenus des participants** ont diminué de 52% par rapport à 2019, mais ils ont atteint **99% de leurs prévisions de revenus pour 2020** en raison des activités telles que les sessions de coaching et la formation en ligne qui leur ont permis de maintenir leur activité et leurs clients. En outre, des entreprises de commerce électronique ont dû vendre leurs produits sur les plateformes de réseaux sociaux afin d'atteindre de nouveaux clients et surmonter la crise. La digitalisation a été un moyen clé pour traverser la crise pandémique.

En ce qui concerne la Tunisie, en moyenne, les bénéficiaires ont affirmé **avoir enregistré une augmentation de 16,75% des revenus par rapport à 2019**. Si l'on compare à la moyenne nationale tunisienne, selon les estimations du PNUD de l'impact de la Covid-19 sur l'économie tunisienne, l'évolution des revenus varie entre -0,6% et -29% selon les secteurs. En outre, au cours de la période considérée, au moins un emploi a été créé par entreprise.

—Sur une période de 4 ans, le **projet Plastic Busters MPAs** aborde l'ensemble du cycle de gestion des déchets marins, de la surveillance et de l'évaluation à la prévention et à l'atténuation. Le projet comprend des actions visant à renforcer la mise en réseau entre les aires marines protégées (AMP) pélagiques et côtières situées en Albanie, en Croatie, en Grèce, en Italie, en France et en Espagne. Les résultats et les réalisations devraient être étendus à l'ensemble du bassin méditerranéen.

Une série d'actions concrètes de prévention et d'atténuation ont été développées, testées et promues au cours du projet dans plusieurs zones pilotes du bassin méditerranéen. Il s'agit notamment de la pêche aux déchets ; le ramassage et la collecte des engins de pêche abandonnés ; la mise en place de mécanismes de recyclage tels que l'Initiative pour des mers saines ; et la mise en place de systèmes de retour/consigne pour les emballages. Suivant une approche d'économie circulaire, le projet effectuera également des évaluations systémiques de la faisabilité, de la fiabilité et de la durabilité, tout en impliquant les parties prenantes concernées telles que les autorités portuaires, les pêcheurs et les municipalités.

Le projet prévoit en outre un large éventail d'actions visant à sensibiliser les parties prenantes et à promouvoir un changement dans leurs perceptions et leurs attitudes à l'égard des déchets. Le label accordé par l'UpM reconnaît l'urgence de travailler ensemble vers une approche régionale partagée et coordonnée, afin d'apporter des solutions régionales à ce problème commun.

Le projet, s'appuyant sur une coordination entre le promoteur, l'Université de Sienne (UNISI) et l'UpM, ainsi que

ENI CBC Med



sur une solide stratégie de collecte de fonds, a réussi à mener une campagne de financement d'activités sur les deux rives du bassin méditerranéen.

Au cours du premier semestre 2021, l'équipe UNISI a été informée que :

1. Le projet *Favoriser le transfert de connaissances pour lutter contre les déchets marins en Méditerranée* | **Plastic Busters CAP** soumis au programme ENI CBC Med 2014-2020 a été approuvé. Ce projet est actuellement en phase de négociation avec le programme.
2. Le projet *MUssel Production durable (re)cyCLES* | **Muscles** soumis au programme LIFE de l'UE a été approuvé et devrait démarrer fin de 2021.
3. Le projet *Monitoraggio, censimento, raccolta e avvio al riciclo delle reti fantasma: i pescatori protagonisti della salvaguardia del mare* soumis au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) a été approuvé et a débuté en mai 2021 sous la coordination de l'ISPRA.

Le projet labélisé UpM a maintenant des activités financées à la fois sur les rives Nord et Sud de la Méditerranée. Ce montage financier constitue une valeur ajoutée du point de vue de la mise en œuvre du projet, car il permettra 1) de mettre à niveau les acteurs de la rive sud et 2) de procéder à une harmonisation des activités liées à l'ensemble du cycle de gestion des déchets marins dans toute la région méditerranéenne.

Au niveau national, plastic Busters MPAs s'apprête à mettre en œuvre des activités en **Albanie, en Croatie, en France, en Italie, en Grèce et en Espagne**. Il constitue le premier projet à l'échelle du bassin où l'UE et les pays de l'IAP unissent leurs forces pour

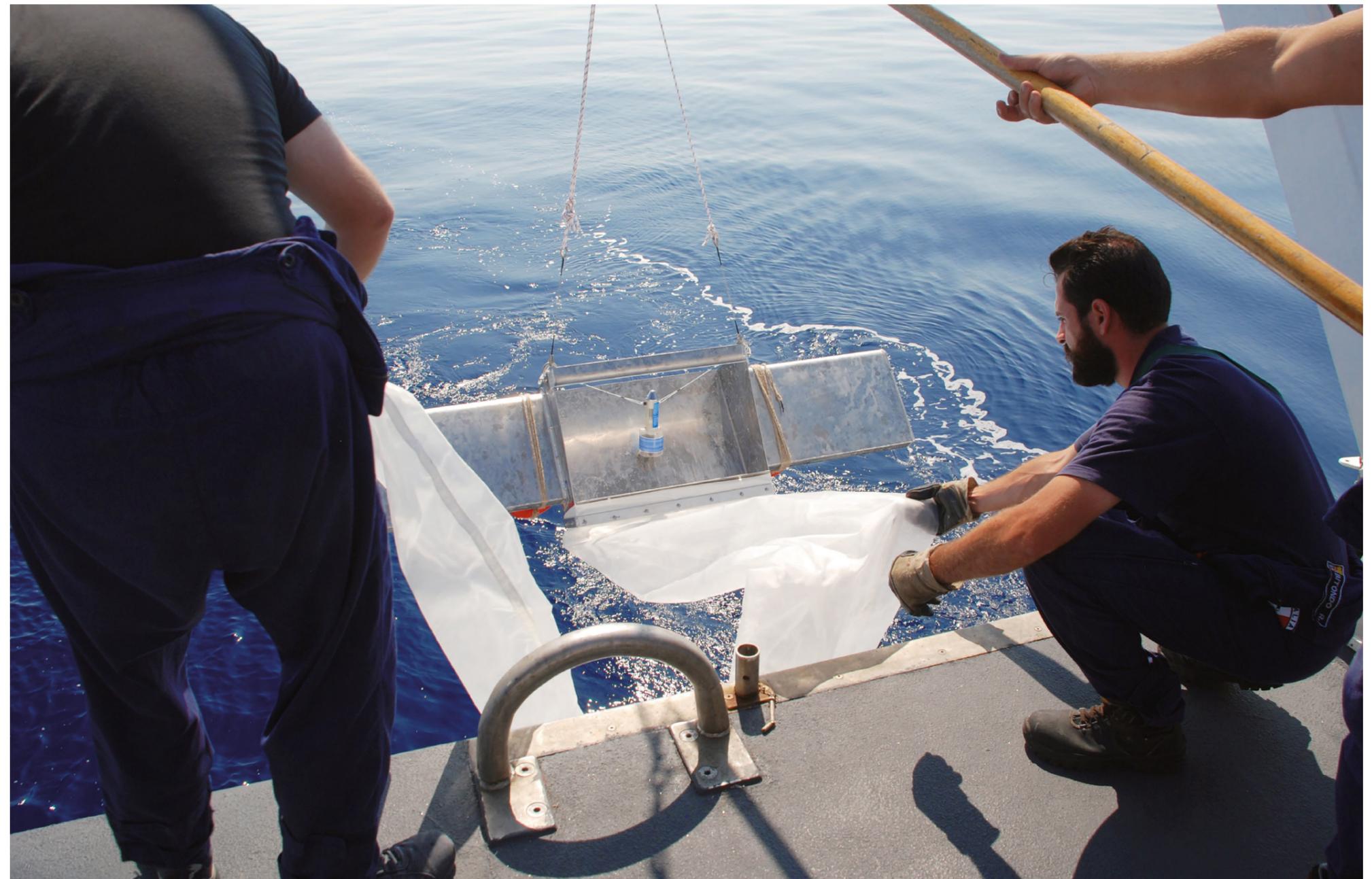
lutter contre les déchets marins (DM) via une approche coordonnée, notamment pour diagnostiquer les impacts des DM sur la biodiversité dans les AMP, y compris l'identification des « hotspots de DM ».

D'autre part, l'initiative se compose du projet **COMMON** (un projet **ENI CBC**

*Le projet Plastic Busters analyse les effets des déchets plastiques pour réduire leur impact en mer Méditerranée.*

**Med**) qui vise à appliquer les principes de la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) pour s'attaquer au DM dans les 5 zones côtières pilotes en **Italie, en Tunisie et au Liban**, en promouvant une approche participative efficace et en testant un modèle transférable à travers le bassin méditerranéen. Dans le cadre de cet objectif

général, **COMMON** s'attache à transférer et à déployer l'approche des AMP Plastic Buster, décrite ci-dessus.





[ufmsecretariat.org](https://ufmsecretariat.org)



Palau de Pedralbes | Pere Duran Farell, 11 | 08034 Barcelona, Spain  
Phone: 00 34 93 521 4100 | Fax: 00 34 93 521 4102